Vol. 5, N°19, pp. 750– 765, Septembre 2026
Copy©right 2024 / licensed under CC BY 4.0
Author(s) retain the copyright of this article
ISSN : 1987-1465
DOI : https://www.doi.org/10.62197/NSIW9742
Indexation : Copernicus, CrossRef, Mir@bel, Sudoc, ASCI, Zenodo
Email : RevueKurukanFuga2021@gmail.com
Site : https://revue-kurukanfuga.net

La Revue Africaine des Lettres, des Sciences Humaines et Sociales ***KURUKAN FUGA***

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET INSERTION PROFESSIONNELLE AU TOGO : LA QUALITE DE LA FORMATION AU-DELA DU CLIVAGE ENTRE FILIERES LITTERAIRES ET SCIENTIFIQUES

Dr KOMBATE Koffi

École doctorale pluridisciplinaire, Laboratoire de Recherches et d'Études en Linguistique, Psychologie et Sociétés (LaRELiPS)

Koffikombate@gmail.com

****

Résumé : Au Togo, l'enseignement supérieur public forme majoritairement des diplômés des filières générales et littéraires, alors que la transformation des ressources du pays requiert des compétences scientifiques et techniques. Cet article examine dans quelle mesure cette structure de l'offre de formation explique le faible accès des diplômés à l'emploi. Il s'appuie sur la théorie du capital humain et du signal, l'approche par l'efficacité externe et le modèle intrants-processus-extrants de la qualité. Les données proviennent d'une enquête mixte conduite en 2023 dans les universités de Lomé et de Kara auprès d'étudiants, d'enseignants-chercheurs, de personnels administratifs et d'employeurs, complétée par des sources documentaires récentes. Les résultats montrent que le déséquilibre entre filières se construit dès le secondaire : au baccalauréat 2026, la série C ne réunit que 690 candidats, contre 33 689 en série A4. Le taux de chômage des diplômés du supérieur public atteint 32 %, contre 4 % pour ceux du privé. Toutefois, la faible qualité pédagogique et le partenariat ténu avec le monde professionnel touchent toutes les filières. L'article recommande d'associer le rééquilibrage de l'offre de formation à une réforme de la qualité pédagogique.

Mots-clés : enseignement supérieur, filières scientifiques et techniques, insertion socioprofessionnelle, offre de formation, qualité de la formation, Togo.

****

Abstract : In Togo, public higher education mainly trains graduates in general and literary fields, whereas the transformation of the country's resources requires scientific and technical skills. This article examines to what extent this structure of the training supply explains graduates' poor access to employment. It draws on human capital and signalling theories, the external efficiency approach and the input-process-output model of quality. Data come from a mixed-methods survey conducted in 2023 at the Universities of Lomé and Kara among students, faculty, administrative staff and employers, supplemented by recent documentary sources. The results show that the imbalance between fields begins in secondary school: at the 2026 baccalaureate, the C series (mathematics and physics) had only 690 candidates, compared with 33,689 in the A4 series (literature). The unemployment rate of public higher education graduates reaches 32%, against 4% for private-sector graduates. However, weak pedagogical quality and a tenuous partnership with the professional world affect all fields. The article recommends combining a rebalancing of the training supply with a reform of pedagogical quality.

Keywords: higher education, scientific and technical fields, socio-professional integration, Togo, training quality, training supply.

Koffi

****

INTRODUCTION

L'enseignement supérieur occupe, dans les pays en développement, une place stratégique dans la fabrique des compétences censées porter le développement national. Au Togo, la loi n°2017-005 d'orientation de l'enseignement supérieur assigne à celui-ci une mission de formation, de recherche et de service à la communauté, avec l'ambition explicite de « former des diplômés et des citoyens responsables capables de s'intégrer dans tous les domaines de l'activité humaine » et de « contribuer, par son expertise, à la résolution des problèmes qui se posent à la société » (Loi n°2017-005, votée le 06 juin 2017). Cette ambition suppose une adéquation entre ce que les universités forment et ce dont l'économie a besoin pour se transformer.

Or, une critique récurrente vise les systèmes éducatifs africains. Ils continueraient de privilégier les filières littéraires et générales, héritées en partie de modèles administratifs coloniaux centrés sur la formation de cadres et de fonctionnaires. Pourtant, la transformation des ressources naturelles et l'industrialisation exigent des techniciens, des scientifiques et des ingénieurs en nombre suffisant. Les chiffres togolais les plus récents illustrent ce déséquilibre. Au baccalauréat de l'enseignement général, session 2026, la série A4 (littéraire) rassemble 33 689 candidats et la série D (sciences de la vie) 30 019. La série C (mathématiques et sciences physiques) n'en compte que 690, sur plus de 76 000 candidats toutes séries confondues (Togoscoop, 2026). Les filières littéraires et les sciences de la vie restent donc attractives, au détriment des formations orientées vers les mathématiques, pourtant indispensables aux études d'ingénierie. À l'échelle du continent, selon le Forum économique mondial cité par l'UNESCO (2024), il manquera 23 millions de diplômés en sciences, technologies, ingénierie et mathématiques (STEM) d'ici 2030. Cette pénurie s'observe alors que le continent ne consacre que 0,59 % de son PIB à la recherche et au développement, contre 1,79 % en moyenne mondiale, et ne fournit qu'environ 1 % de la production scientifique mondiale.

Le Togo n'échappe pas à cette dynamique. Les effectifs des deux universités publiques ne cessent de croître : l'Université de Lomé comptait 74 195 étudiants inscrits en 2023-2024 et l'Université de Kara plus de 21 979 en 2022-2023. Cette croissance s'accompagne pourtant d'un déficit préoccupant d'insertion socioprofessionnelle des diplômés. Leur taux de chômage atteint 32 %, contre 9 % pour les diplômés du primaire et 13 % pour ceux du secondaire. Deux

constats paradoxaux émergent de cette situation. D'une part, la massification des effectifs bénéficie peu aux filières scientifiques et techniques. D'autre part, la formation reçue peine à déboucher sur un emploi, y compris pour ceux qui en bénéficient.

Cet article mobilise des données issues d'une recherche doctorale plus large sur la qualité de l'enseignement supérieur public togolais (K. Kombate, 2024). Cette recherche a été conduite en 2023 dans les universités de Lomé et de Kara auprès d'étudiants, d'enseignants-chercheurs, de personnels administratifs, techniques et de service, ainsi que d'employeurs et d'acteurs du monde professionnel. L'article en reprend les éléments relatifs à l'adéquation entre l'offre de formation et les besoins socioéconomiques du pays, ainsi qu'à l'insertion socioprofessionnelle des diplômés. Il les met en relation avec la question plus large du déséquilibre entre filières littéraires et filières scientifiques et techniques. Des sources documentaires récentes complètent ces données afin de situer le cas togolais dans le débat continental sur l'orientation des systèmes de formation.

La question qui structure l'article est la suivante : dans quelle mesure l'offre de formation de l'enseignement supérieur public togolais, dominée par les filières générales et littéraires, conditionne-t-elle l'insertion socioprofessionnelle des diplômés ? L'objectif est d'identifier les facteurs structurels et pédagogiques qui expliquent le déficit d'insertion observé. L'hypothèse défendue est que ce déficit ne résulte pas du seul déséquilibre entre filières, mais de sa conjonction avec une faible qualité du processus de formation, commune à l'ensemble des filières. L'article présente d'abord le cadre théorique et la méthodologie. Il expose ensuite les résultats en quatre volets : l'orientation structurelle de l'offre de formation, le déficit d'insertion socioprofessionnelle, la parole des acteurs professionnels et l'enjeu continental du déficit en STEM. Une discussion met enfin ces constats en perspective, avant une conclusion consacrée aux pistes de réforme.

1. Cadre théorique et revue de littérature

L'analyse de l'insertion professionnelle des diplômés mobilise plusieurs traditions théoriques. Cette section en retient trois, complémentaires. La première relie la valeur d'une formation à sa capacité à déboucher sur un emploi. La deuxième situe ce résultat dans une lecture globale de la qualité de l'enseignement supérieur. La troisième inscrit le cas togolais dans le débat international sur l'orientation des systèmes de formation.

1.1. Adéquation formation-emploi et efficacité externe

L'appréciation d'un système de formation ne saurait se limiter à ses résultats internes : taux de réussite, d'abandon ou d'obtention des diplômes. Comme le rappelle A. Lagdas (2009, cité par I. A. Soklou, 2019, p. 18), « il ne suffit pas d'avoir un bon taux de recrutement, de réussite ou encore une bonne efficience dans l'utilisation des ressources pour juger de l'efficacité et de la pertinence d'une formation. La sanction du marché du travail exprimée par le degré de qualité de l'insertion des formés constitue une évaluation externe et une épreuve finale de toute action de formation ». S. Aléza (2021, p. 314) définit ainsi l'efficacité externe comme « l'adéquation entre formation universitaire et emploi, surtout lorsque les produits de l'institution s'absorbent sur le marché de l'emploi ». Cette approche constitue le premier pilier théorique de l'article : une offre de formation ne peut être jugée indépendamment de sa capacité à déboucher sur une insertion professionnelle effective.

Elle s'adosse à la théorie du capital humain, selon laquelle l'éducation accroît la productivité des individus et, par conséquent, leurs chances d'emploi et leurs revenus (G. S. Becker, 1964). Cette théorie peine toutefois à expliquer que le chômage puisse croître avec le niveau d'instruction. Les théories du signal (M. Spence, 1973) et de la file d'attente (L. C. Thurow, 1975) offrent ici un éclairage utile. Le diplôme y fonctionne d'abord comme un signal, qui classe les candidats dans une file d'attente pour des emplois en nombre limité. Lorsque les diplômés se multiplient plus vite que les emplois qualifiés, le diplôme perd de sa valeur de signal, et ceux qui ne disposent pas d'autres atouts (expérience, réseaux, compétences pratiques) restent en attente. Ces lectures invitent à examiner à la fois le volume des diplômés, leur répartition entre filières et la qualité des compétences effectivement acquises.

1.2. Qualité de l'enseignement supérieur comme grille de lecture intrants-processus-extrants

Le second pilier est emprunté aux approches de la qualité de l'enseignement supérieur. Celles-ci distinguent les intrants mobilisés (ressources humaines, matérielles et infrastructures), les processus de formation (méthodes pédagogiques, évaluation, encadrement) et les extrants ou résultats (diplomation, compétences, insertion professionnelle), auxquels s'ajoute le contexte institutionnel. Cette lecture invite à ne pas réduire le problème de l'insertion des diplômés à la seule structure de l'offre de formation par filière. La qualité du processus de formation

(pédagogie, encadrement, lien avec le monde professionnel) agit en effet comme une variable transversale, qui affecte aussi bien les filières littéraires que les filières scientifiques et techniques. M. D. Ble (2017, p. 275) souligne à cet égard la coexistence, chez les acteurs de l'enseignement supérieur, de deux conceptions de la qualité. La première, traditionnelle, est centrée sur les intrants. La seconde, plus récente et utilitariste, définit la qualité par les résultats, au premier rang desquels l'insertion professionnelle.

1.3. Débat international sur l'orientation des systèmes de formation

Un troisième ancrage provient du débat international sur l'articulation entre l'offre de formation et les besoins de transformation économique des pays en développement. L'Association pour le développement de l'éducation en Afrique rappelle : « l'un des principaux objectifs d'un système d'éducation post-secondaire est de préparer les diplômés au marché du travail ou de permettre à des individus de gagner leur vie durablement grâce à une activité indépendante ou à la création d'une entreprise ou d'une coopérative » (ADEA, 2015, p. 1). Elle recommande, à ce titre, de mettre l'accent sur les sciences, la technologie, l'innovation et la collaboration entre l'université et le monde professionnel. D. Bloom, D. Canning et K. Chan (2006) soutiennent que l'enseignement supérieur peut contribuer au rattrapage technologique et à la croissance des économies africaines. A. Mingat, B. Ledoux et R. Rakotomalala (2010) rappellent, quant à eux, que l'expansion des effectifs du post-primaire en Afrique subsaharienne doit être pensée au regard de sa soutenabilité financière et de la capacité d'absorption du marché du travail. Pour le Togo, l'OCDE (2016) a spécifiquement étudié la relation entre enseignement supérieur et marché du travail, et documenté un écart net entre filières générales et filières scientifiques dans l'accès à l'emploi. Enfin, le déficit de collaboration entre université et industrie apparaît comme un trait structurel du continent : « à l'exception de quelques déclarations d'intentions formulées au cours de grandes conférences sur la science et la technologie, la littérature sur les collaborations université-industrie est presque inexistante en Afrique » (M. T. Masinda, 2006, p. 60).

Ces trois cadres sont mobilisés conjointement : l'efficacité externe, adossée aux théories du capital humain et du signal ; la qualité selon le modèle intrants-processus-extrants ; le débat international sur l'orientation des systèmes de formation. Ils permettent d'éviter une lecture univoque qui réduirait le déficit d'insertion des diplômés togolais à la seule répartition des effectifs entre filières. Les travaux disponibles sur le Togo traitent généralement de façon

séparée l'insertion des diplômés (OCDE, 2016 ; G-K. Komlan, 2021) et la qualité de l'enseignement supérieur (K. M. Agboh et al., 2022). Le présent article s'attache à articuler ces deux dimensions.

2. Méthodologie

Cet article s'appuie sur un sous-ensemble de données d'une recherche doctorale portant sur la qualité de l'enseignement supérieur public togolais (K. Kombate, 2024). L'enquête de terrain a été conduite en 2023 dans les universités de Lomé et de Kara, selon une méthodologie mixte. Le volet quantitatif a consisté en un questionnaire administré à 100 étudiants et 18 enseignants-chercheurs. Le volet qualitatif a reposé sur des entretiens avec 100 étudiants, 12 enseignants, 25 personnels administratifs, techniques et de service (PATS) et 10 employeurs (tableau 1). Les entretiens ont notamment touché des acteurs du monde professionnel et de l'insertion des jeunes dans la région des Savanes et à Kara : responsables d'ONG, agents de l'Agence nationale du volontariat au Togo (ANVT) et de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE), secrétaire général d'une commune urbaine et chefs de département universitaires.

Tableau 1 : Répartition de l'échantillon par volet et par catégorie d'acteurs

Catégorie d'acteurs	Questionnaire	Entretien
Étudiants	100	100
Enseignants-chercheurs	18	12
Personnels administratifs, techniques et de service	–	25
Employeurs et acteurs du monde professionnel	–	10
Total	**118**	**147**

Source : enquête de terrain, Universités de Lomé et de Kara, 2023 (K. Kombate, 2024).

Deux composantes de cette recherche sont remobilisées pour le présent article. La première regroupe les extraits d'entretiens dans lesquels les acteurs du monde professionnel évaluent l'adéquation de l'offre de formation aux besoins socioéconomiques du pays et se prononcent sur l'orientation souhaitable des filières. La seconde rassemble les indicateurs quantitatifs et documentaires relatifs à l'efficacité externe de l'enseignement supérieur public, déjà réunis au cours de l'enquête initiale. Il s'agit du taux de chômage des diplômés selon le niveau d'instruction et le secteur, de la comparaison entre public et privé et des données de l'OCDE sur l'insertion par filière.

Trois sources documentaires, publiées après l'enquête de terrain, complètent ces données pour le seul besoin de cet article. Il s'agit d'abord des statistiques du baccalauréat de l'enseignement général et technique, session 2026, publiées par la presse togolaise (Togoscoop, 2026). S'y ajoutent le rapport de l'UNESCO (2024) sur la transformation des sciences, technologies, ingénierie et mathématiques en Afrique, ainsi que la note de politique de l'Afrobaromètre (2025) sur l'éducation et le chômage de la jeunesse togolaise, fondée sur des données d'enquête de 2024. Ces sources permettent d'actualiser des constats de terrain recueillis en 2023 et de les situer dans le débat continental le plus récent.

L'analyse combine une analyse thématique des verbatims d'entretiens, centrée sur l'appréciation de l'offre de formation et de l'insertion professionnelle, et une triangulation avec les indicateurs quantitatifs et documentaires. Les verbatims sont présentés de manière anonyme. Une limite méthodologique doit être soulignée. Cette remobilisation ne constitue pas une nouvelle enquête de terrain. Elle n'a pas mesuré directement la répartition des effectifs universitaires togolais par filière ni leurs taux d'insertion respectifs, car la recherche initiale portait sur la qualité de l'enseignement supérieur dans son ensemble. Ce point, repris en conclusion, ouvre une piste de recherche complémentaire.

3. Résultats

Les résultats sont présentés en quatre volets. Le premier montre comment le déséquilibre entre filières se construit dès le secondaire et se prolonge à l'université. Le deuxième mesure le déficit d'insertion des diplômés. Le troisième restitue la parole des acteurs professionnels. Le quatrième replace enfin le cas togolais dans l'enjeu continental des compétences scientifiques et techniques.

3.1. Une offre de formation structurellement orientée vers les filières générales, du secondaire à l'université

Le déséquilibre entre filières littéraires et filières scientifiques et techniques ne naît pas à l'université : il se construit dès le secondaire. Les statistiques du baccalauréat, session 2026, en offrent une illustration frappante (tableau 2). La série A4 (littéraire) rassemble 33 689 candidats et la série D (sciences de la vie) 30 019. La série C (mathématiques et sciences physiques) n'en compte que 690, soit moins de 1 % des candidats, tandis que l'enseignement technique (séries G1, G2 et G3) en réunit 9 930. Encore faut-il préciser que ces séries G relèvent de

l'enseignement technique tertiaire (techniques administratives, de gestion et commerciales), et non des filières industrielles. La série A4 regroupe ainsi, à elle seule, environ la moitié des candidats de l'enseignement général, alors que la série la plus directement préparatoire aux études d'ingénierie n'en attire qu'une fraction marginale.

Tableau 2 : Candidats au baccalauréat II par série, session 2026

Série	Dominante	Candidats
A4	Lettres et philosophie	33 689
D	Mathématiques et sciences de la vie et de la terre	30 019
C	Mathématiques et sciences physiques	690
G1, G2, G3	Techniques tertiaires (administration, gestion, commerce)	9 930
Ensemble des séries		**plus de 76 000**

Source : Togoscoop (2026), à partir des statistiques officielles du baccalauréat II, session 2026.

Cette orientation se prolonge dans l'offre de formation universitaire. Les données recueillies dans le cadre de la recherche doctorale montrent que les universités publiques togolaises restent structurées autour de facultés et de formations à dominante générale, et que les acteurs eux-mêmes déplorent l'absence de filières pratiques : parmi les réformes qu'ils appellent de leurs vœux figure explicitement la nécessité de « créer des filières pratiques au sein de l'université ». Les capacités de recherche censées irriguer les filières scientifiques et techniques restent, par ailleurs, limitées et inégalement réparties : l'enquête recense 45 laboratoires et centres de recherche à l'Université de Lomé contre 9 à l'Université de Kara, la majorité d'entre eux souffrant, quelle que soit l'université, d'un déficit de financement qui limite leur contribution réelle à la formation des étudiants. Comme le résume un rapport de situation sur l'enseignement supérieur togolais, « le budget consacré à la recherche est très faible et les chercheurs sont tous des enseignants, situation qui limite la recherche » (K. M. Agboh et al., 2022, p. 1).

3.2. Un déficit d'insertion socioprofessionnelle qui touche plus durement les profils généraux

Les indicateurs d'efficacité externe confirment l'ampleur du déficit d'insertion des diplômés togolais (tableau 3). Le taux de chômage des diplômés des universités publiques s'établit à 32 %, contre 9 % pour les diplômés du primaire et 13 % pour ceux du secondaire. Le chômage croît donc avec le niveau d'instruction, à rebours de la fonction habituellement attribuée à l'éducation. Plus frappant encore, ce taux n'est que de 4 % chez les diplômés du privé (G-K.

Komlan, 2021, p. 26). La nature de la formation reçue, et non le seul fait de détenir un diplôme, pèse donc sur les chances d'insertion.

Tableau 3 : Taux de chômage selon le niveau et le secteur de formation

Niveau ou secteur de formation	Taux de chômage (%)
Primaire	9
Secondaire	13
Supérieur public	32
Supérieur privé	4

Source : G-K. Komlan (2021, p. 26) ; K. Kombate (2024).

L'OCDE (2016), dans son étude consacrée à l'enseignement supérieur et au marché du travail au Togo, précise ce constat en le rapportant aux filières : « dans les filières générales de l'enseignement supérieur, le manque d'opportunités de stages nuit à l'insertion sur le marché du travail. La proportion d'étudiants ayant trouvé leur premier emploi après un stage est seulement de l'ordre de 5 % pour les diplômés de sciences humaines et sociales, lettres ou droit et atteint au plus 8 % pour les titulaires d'une maîtrise scientifique » (OCDE, 2016, p. 76). La même source documente un décalage entre formation reçue et emploi occupé, particulièrement marqué pour les diplômés de lettres, dont 14 % travaillent dans le commerce, l'hôtellerie et la restauration ou les transports, et 14 % dans les activités financières ou l'immobilier, contre seulement 5 % dans l'enseignement secondaire pour lequel leur formation les destinait pourtant plus directement.

Ce constat mérite toutefois une nuance importante, apportée par des données plus récentes. Une note de politique de l'Afrobaromètre (2025), fondée sur une enquête de 2024, montre que 46 % des jeunes togolais de 18 à 35 ans se déclarent sans emploi, contre 23 à 29 % pour les générations plus âgées. L'éducation continue pourtant de réduire le risque de chômage : atteindre le niveau post-secondaire réduit ce risque de 25 points au niveau national et de 28 points en milieu rural, par rapport à l'absence d'instruction, alors que le seul niveau secondaire le réduit de 13 points. L'éducation demeure donc, en moyenne, protectrice contre le chômage. Le problème n'est pas que l'éducation ne serve à rien, mais que son contenu et son orientation soient jugés inadéquats par les jeunes eux-mêmes. Interrogés sur les freins à l'emploi, 32 % d'entre eux citent en premier lieu le « manque de formation adéquate », loin devant le manque d'expérience (19 %) ou de compétences entrepreneuriales (14 %).

3.3. Demande des acteurs professionnels : une réorientation explicite vers les profils techniques

Les entretiens conduits auprès des acteurs du monde professionnel donnent à cette demande de réorientation un visage concret. Un coordinateur d'organisation non gouvernementale interrogé à Dapaong résume ainsi la position d'une partie des employeurs rencontrés :

> *« Les universités doivent nécessairement revoir les offres de formations. Pour le développement du Togo, nous avons plus besoin des techniciens que des profils en lettre. Je ne dis pas de fermer ces départements mais l'université doit mettre en place des mécanismes pour orienter nos jeunes dans les formations plus pratiques. »*
>
> *(Coordinateur d'une organisation non gouvernementale, enquête de terrain, Dapaong, 2023)*

Ce jugement s'accompagne d'appréciations sévères sur les compétences des diplômés en poste. Un responsable d'ONG s'interroge ainsi : « j'ai actuellement des agents qui ont tous des masters mais quand ils font des rapports, je me demande s'ils ont le niveau BAC ». Un responsable de l'Agence nationale pour l'emploi observe de son côté : « c'est compliqué de nos jours, les diplômés ne connaissent plus rien. Une simple lettre de demande, plusieurs reprennent quand ils arrivent à notre niveau ». Le secrétaire général d'une commune urbaine de la région des Savanes fait un constat voisin à propos des stagiaires reçus : « à la mairie, nous recevons des stagiaires dont les prestations laissent à désirer ; ainsi on dirait que ces derniers mentent sur leurs diplômes universitaires. C'est dire qu'il existe un fossé entre le diplôme acquis et la prestation de travail intellectuel ».

Ces appréciations rejoignent un résultat plus général de la recherche. Les employeurs togolais valorisent aujourd'hui davantage les compétences socio-émotionnelles (ponctualité, humilité, engagement, curiosité, intégrité, flexibilité, proactivité) que les seules compétences cognitives. Ils attendent aussi la maîtrise de l'anglais et des outils informatiques (Y. Tamégnon, 2022). Ce déficit, comme le sentiment d'inadéquation entre l'offre de formation et les besoins du marché, s'inscrit dans un contexte de partenariat très ténu entre les universités et le monde professionnel. La visite d'une brasserie de Kara par un groupe d'étudiants en licence de sociologie en donne une illustration : selon l'un d'eux, elle s'est limitée à « moins de deux heures » de présentation du processus de production. Ce caractère largement formel de la collaboration rejoint le diagnostic continental posé par M. T. Masinda (2006) et les analyses conduites en Algérie (S. Daoud, 2003).

Face à ce constat, les acteurs rencontrés (étudiants, personnels administratifs et employeurs) convergent vers un ensemble de propositions : créer des filières pratiques au sein de l'université, introduire des unités d'enseignement liées à l'entrepreneuriat, multiplier les sorties de pratique et les stages encadrés, créer un cadre d'échange entre étudiants et monde professionnel, et généraliser l'enseignement de l'informatique et des outils numériques. Ces propositions, émanant directement du terrain, dessinent les contours d'une réforme de l'offre de formation plus qu'elles ne réclament la disparition des filières littéraires elles-mêmes.

3.4. Un enjeu continental : le déficit de compétences STEM face aux impératifs de transformation industrielle

Le cas togolais s'inscrit dans une dynamique continentale documentée par l'UNESCO (2024). Selon le Forum économique mondial, cité dans ce rapport, l'Afrique aura besoin de 23 millions de diplômés supplémentaires en sciences, technologies, ingénierie et mathématiques d'ici 2030 pour occuper des postes critiques en ingénierie, santé et technologies de l'information. Cette pénurie qualitative s'ajoute à un sous-investissement chronique dans la recherche : le continent consacre 0,59 % de son PIB à la recherche et au développement, contre 1,79 % en moyenne mondiale, et ne produit qu'un pour cent de la production scientifique mondiale. L'Alliance des universités africaines de recherche et la Banque mondiale estiment, dans le même rapport, que 100 000 titulaires de doctorat supplémentaires seront nécessaires dans la décennie à venir pour répondre aux besoins du marché du travail continental.

Cet enjeu prend un relief particulier pour des pays comme le Togo, dont l'économie repose largement sur l'exploitation de ressources agricoles et minières encore peu transformées localement. Retenir davantage de valeur ajoutée sur le territoire national suppose de disposer de techniciens, d'agronomes, d'ingénieurs et de scientifiques en nombre suffisant. Or c'est précisément ce vivier que la structure actuelle de l'orientation peine à constituer : dès le baccalauréat, la série C représente moins de 1 % des candidats.

4. Discussion

Les résultats présentés convergent. Le choix des séries au secondaire, la structure facultaire des universités publiques, la parole des employeurs et les données continentales sur le déficit en STEM pointent dans la même direction. L'offre de formation togolaise demeure structurellement orientée vers les filières générales et littéraires, alors que l'économie nationale

et continentale requiert un nombre croissant de profils techniques, scientifiques et d'ingénierie pour transformer localement ses ressources. Cette orientation trouve en partie une explication historique. La création des universités togolaises répondait au « souci de former les cadres dont le pays avait besoin pour son développement, et la volonté d'exprimer leur souveraineté à l'égard des Français » (Y. Falfa, 2019, pp. 50-51). Leur mission était donc centrée sur la formation de cadres administratifs plus que sur celle de techniciens de la production.

Ce constat appelle cependant deux nuances substantielles, qui interdisent une lecture univoque du problème.

La première tient à la valeur propre des filières littéraires et des sciences humaines et sociales. Le coordinateur d'ONG cité plus haut prend soin de préciser : « je ne dis pas de fermer ces départements ». Cette réserve rejoint l'« idée humaniste » de l'université rappelée par C. Corbo (2002), qui conçoit l'institution comme « le lieu par excellence du développement de la connaissance, de la recherche scientifique libre et désintéressée, du soin de la culture ». Elle rejoint aussi la mission que l'UNESCO (1998) assigne à l'enseignement supérieur : former des « citoyens responsables capables de s'intégrer dans tous les secteurs de l'activité humaine », dotés d'esprit critique. Une lecture purement utilitariste, qui ferait de l'insertion professionnelle immédiate le seul étalon de la valeur d'une formation, méconnaîtrait cette fonction. M. D. Ble (2017, p. 275) note d'ailleurs, chez les acteurs eux-mêmes, la tension entre une conception de la qualité centrée sur les intrants et une conception utilitariste centrée sur l'insertion. Les deux se retrouvent dans le matériau recueilli, sans que l'une doive nécessairement effacer l'autre. Une économie a également besoin de juristes, d'enseignants, de traducteurs, de médiateurs sociaux et de gestionnaires du patrimoine culturel. La question n'est donc pas de faire disparaître les filières littéraires, mais de les professionnaliser à leur tour (stages, double compétence numérique, diversification des débouchés) et de rééquilibrer, en parallèle, l'accès aux filières scientifiques et techniques.

La seconde nuance découle du rapprochement entre les données de l'Afrobaromètre (2025) et le modèle intrants-processus-extrants. Si l'éducation post-secondaire continue, en moyenne, de réduire sensiblement le risque de chômage, le déficit d'insertion ne peut s'expliquer par le seul choix de filière. Il renvoie aussi, de façon transversale, à la qualité du processus de formation. Les données de la recherche doctorale montrent que les méthodes d'enseignement restent très majoritairement magistrales et que les évaluations sont dominées par « l'écrit sur table ». Le

recrutement des enseignants-chercheurs repose presque exclusivement sur la détention d'un doctorat, sans exigence de formation pédagogique. Les laboratoires de recherche, y compris dans les filières scientifiques, souffrent d'un sous-financement chronique, et le partenariat avec le monde professionnel reste embryonnaire, quelle que soit la discipline. Un simple redéploiement des effectifs vers les filières scientifiques et techniques, sans réforme de ces processus, risquerait donc de reproduire dans ces filières le déficit de qualité et d'insertion aujourd'hui observé dans les filières générales. C'est bien la conjonction d'une offre déséquilibrée et d'un déficit transversal de qualité pédagogique qui rend compte du phénomène, et non l'un de ces facteurs pris isolément.

Ce résultat n'est pas contradictoire avec la hausse du chômage selon le niveau d'instruction observée au tableau 3. Les deux indicateurs ne mesurent ni la même population ni la même période : l'Afrobaromètre compare en 2024 des jeunes de tous niveaux d'instruction, tandis que le tableau 3 compare des sortants de différents niveaux d'enseignement. Leur rapprochement est cohérent avec la théorie du signal (M. Spence, 1973) : le diplôme du supérieur reste un atout, mais sa valeur se dégrade lorsque les compétences qu'il certifie ne correspondent pas aux attentes des employeurs.

Ce diagnostic, enfin, ne semble pas propre au Togo. Le déficit de collaboration entre université et industrie a été documenté de façon comparable en Algérie (S. Daoud, 2003), et le déficit continental de compétences en STEM (UNESCO, 2024) suggère un phénomène partagé par plusieurs systèmes universitaires francophones d'Afrique subsaharienne, hérités d'un modèle plus administratif que productif. Cette dimension comparative invite à ne pas traiter le cas togolais comme une singularité, mais comme l'illustration locale d'un enjeu de politique éducative largement partagé sur le continent.

Conclusion

Cet article visait à déterminer dans quelle mesure l'offre de formation de l'enseignement supérieur public togolais conditionne l'insertion socioprofessionnelle des diplômés. Les résultats confirment l'hypothèse de départ. L'offre de formation demeure structurellement orientée vers les filières générales et littéraires. Ce déséquilibre se construit dès l'orientation au secondaire, se prolonge dans la structure facultaire des universités et se traduit par un déficit marqué d'insertion. Les acteurs du monde professionnel réclament une réorientation vers des

profils plus techniques et pratiques, sans pour autant demander la disparition des filières littéraires. Ce déséquilibre ne peut toutefois être traité indépendamment de la qualité du processus de formation (pédagogie, évaluation, encadrement, partenariat avec le monde professionnel), qui affecte l'ensemble des filières et conditionne, autant que leur répartition, la capacité des diplômés à s'insérer. Sur le plan théorique, ces résultats invitent à compléter la lecture par le capital humain par celle du signal : c'est la valeur des compétences certifiées par le diplôme, plus que le diplôme lui-même, qui est en cause.

De ce double constat découlent des pistes de réforme complémentaires plutôt qu'alternatives. Premièrement, l'orientation scolaire dès le secondaire gagnerait à mieux accompagner les séries scientifiques et techniques et à les rendre plus attractives, au regard de l'écart considérable entre la série A4 et la série C. Deuxièmement, les universités publiques pourraient créer et renforcer des filières pratiques et professionnalisantes, comme l'ont demandé les acteurs rencontrés au cours de l'enquête. Troisièmement, des partenariats formels entre universités et entreprises (stages structurés et encadrés, laboratoires cofinancés, programmes conjoints) mériteraient d'être institutionnalisés pour toutes les filières. Quatrièmement, le recrutement et la formation continue des enseignants-chercheurs pourraient intégrer une exigence pédagogique, au-delà de la seule détention d'un doctorat. Cinquièmement, un dispositif national de suivi de l'insertion des diplômés par filière permettrait de combler le déficit de données fiables que la présente recherche, comme d'autres avant elle, a rencontré. Enfin, les filières littéraires et de sciences humaines et sociales gagneraient à être professionnalisées plutôt que marginalisées, par l'intégration de stages, par le développement d'une double compétence numérique et par la valorisation de débouchés spécifiques (médiation sociale, patrimoine, communication, traduction).

Cette recherche présente une limite qu'il convient d'assumer. N'ayant pas mesuré directement la répartition des effectifs universitaires par filière ni leurs taux d'insertion respectifs, elle appelle une investigation quantitative dédiée. Une enquête longitudinale permettrait de suivre le devenir professionnel des diplômés selon leur filière d'origine et de tester plus rigoureusement l'hypothèse défendue ici.

Koffi

Références bibliographiques

AFROBAROMETER, 2025, *Éducation en hausse, chômage en embuscade : l'impasse de la jeunesse togolaise*, Document de politique n° 93, https://www.afrobarometer.org, consulté le 14 octobre 2026.

AGBOH Koffi Michel, DJOGAN Koffivi Nunekpewo, KOMLAVI Doussimele, 2022, *Rapport sur la situation de l'enseignement supérieur : Togo*, Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'enseignement supérieur (WHEC2022), Lomé.

ALEZA Sohou, 2021, *Togo : la méthode de gouvernance, d'administration et de gestion des universités publiques face aux impasses*, collection « Études africaines », L'Harmattan, Paris.

ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉDUCATION EN AFRIQUE (ADEA), 2015, *Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous*, Paris.

BECKER Gary S., 1964, *Human Capital: A Theoretical and Empirical Analysis, with Special Reference to Education*, National Bureau of Economic Research, New York.

BLE Meagnet Désiré, 2017, *La notion de qualité de l'enseignement supérieur et son évaluation chez les acteurs dans le cadre de la transposition du Processus de Bologne. Le cas des universités publiques et de l'INP-HB en Côte d'Ivoire*, thèse de doctorat, Université Lumière Lyon 2, Lyon.

BLOOM David, CANNING David, CHAN Kevin, 2006, *Higher Education and Economic Development in Africa*, Banque mondiale, Washington, D.C.

CORBO Claude, 2002, *L'éducation pour tous : une anthologie du Rapport Parent*, Presses de l'Université de Montréal, Montréal.

DAOUD Sultana, 2003, « Partenariats université-industrie en Algérie : enjeux et exigences », *Insaniyat*, volume 7, numéro 22, pp. 159-171.

FALFA Yédina, 2019, *Dynamique et crises de l'enseignement supérieur au Togo (1970-2008)*, mémoire de Master, Université de Kara, Kara.

KOMBATE Koffi, 2024, *Enjeux et qualité de l'enseignement supérieur public au Togo*, thèse de doctorat en sociologie de l'éducation, École doctorale pluridisciplinaire, LaRELiPS, sous la direction de S. Aléza.

KOMLAN Gblokpor-Koffi, 2021, *Analyse des facteurs d'insertion professionnelle des diplômés des universités du Togo dans le contexte de la réforme Licence-Master-Doctorat (LMD) : cas de l'université publique de Lomé et de l'université privée catholique du Togo*, thèse de doctorat, Université Laval, Québec.

LOI n° 2017-005 portant loi d'orientation de l'enseignement supérieur et de la recherche, votée le 6 juin 2017, République togolaise.

MASINDA Mambo Tabu, 2006, « Les collaborations université-industrie en Afrique », *Revue de l'enseignement supérieur en Afrique*, volume 4, numéro 3, pp. 55-68.

MINGAT Alain, LEDOUX Blandine, RAKOTOMALALA Ramahatra, 2010, *Developing Post-Primary Education in Sub-Saharan Africa: Assessing the Financial Sustainability of Alternative Pathways*, Banque mondiale, Washington, D.C.

OCDE, 2016, *Enseignement supérieur et marché du travail au Togo : comment valoriser les compétences*, Études du Centre de développement, Éditions OCDE, Paris.

SOKLOU Immaculée Ahoefa, 2019, *Insertion professionnelle des diplômés de l'espace CAMES : enjeux, défis et proposition d'un mécanisme de suivi pour les universités du Burkina Faso*, mémoire de Master, Université Senghor, Alexandrie.

SPENCE Michael, 1973, « Job Market Signaling », *The Quarterly Journal of Economics*, volume 87, numéro 3, pp. 355-374.

TAMÉGNON Yaou, 2022, « Savoir-être et savoir-faire utiles à l'insertion professionnelle des diplômés de l'enseignement supérieur dans la région de la Kara (Togo) », *International Journal of Innovation and Applied Studies*, volume 38, numéro 2, pp. 232-242.

THUROW Lester C., 1975, *Generating Inequality: Mechanisms of Distribution in the U.S. Economy*, Basic Books, New York.

TOGOSCOOP, 2026, « BAC II 2026 : la série A4 confirme son statut de filière reine », https://togoscoop.tg/bac-ii-2026-la-serie-a4-confirme-son-statut-de-filiere-reine/, consulté le 14 octobre 2026.

UNESCO, 1998, *Déclaration mondiale sur l'enseignement supérieur pour le XXIe siècle : vision et actions*, Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur, Paris.

UNESCO, 2024, *Transformer les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques en Afrique*, UNESCO, Paris, https://www. unesco.org, consulté le 14 octobre 2026.

Koffi